

Document d'action du fonds fiduciaire Bêkou de l'UE

1. IDENTIFICATION

Intitulé/Numéro	<i>Facilité d'assistance technique et de communication</i>		
Coût total	Coût total estimé: 500 000 euros Montant total provenant du Fonds fiduciaire: 100%		
Méthode d'assistance/Modalités de mise en œuvre	<i>Approche projet / Gestion Direct</i>		
Code CAD	99810	Secteur	Politique/Planification économique

2. JUSTIFICATION ET CONTEXTE

2.1. Résumé de l'action et de ses objectifs

Cette action a pour but d'appuyer le Fonds fiduciaire de l'UE Bêkou pour la République centrafricaine par l'identification et le suivi des actions à inclure dans ce Fonds multi-bailleurs, ainsi que de contribuer au financement d'actions de communication.

Cet appui devrait se décliner sous forme d'assistance technique, d'études de faisabilité, d'ateliers sur les thèmes liés au développement de la RCA et susceptibles d'être financés par le Fonds Bêkou et actions de visibilité.

2.2 Contexte

2.1.1. Contexte national

Ces deux dernières décennies d'instabilité politique, de mauvaise gouvernance et de crises successives ont mené la République centrafricaine à une crise profonde, caractérisée par une insécurité généralisée, la dégradation des sources de revenus et une faillite presque totale des services publics. Les violents affrontements entre groupes armés et à caractère confessionnel ayant émaillés l'année 2013 et le début de l'année 2014 ont provoqué le déplacement de plus d'1 million de personnes sur l'ensemble du territoire et fait plusieurs milliers de victimes. Une part importante de la population reste dépendante de l'aide extérieure pour répondre à ses besoins essentiels.

Si la situation s'est sensiblement améliorée dans la capitale centrafricaine depuis le début de l'année 2014 grâce à la présence de forces internationales, la majorité de la population continue de vivre dans un climat d'insécurité généralisé. Les troupes de maintien de la paix de l'Union africaine (déployées en décembre 2013), de la France et de l'UE (déployées respectivement en décembre 2013 et avril 2014,) n'ont pas été en mesure de contenir les actes de violence intercommunautaires et de sécuriser les principaux axes et centres urbains.

L'investiture d'une nouvelle Présidente de la Transition le 23 janvier 2014 est apparue comme un signal très positif en faveur de l'apaisement pour la majorité de la population et de la communauté internationale.

Les décennies de mauvaise gouvernance, les périodes récurrentes d'instabilité et de violence, aggravées par les événements de 2013, sont à l'origine d'un contexte d'extrême pauvreté touchant une forte majorité de la population et d'une vulnérabilité accrue pour de nombreux groupes de population. Avant la crise, la République centrafricaine était classée 179e sur 187 pays selon l'Indice de développement humain (IDH). En 2012, le Produit intérieur brut (PIB) moyen par habitant était de 25% inférieur à celui de 1980. La sécurité, les moyens de subsistance, la sécurité alimentaire, la santé et l'éducation sont parmi les secteurs les plus touchés par les bouleversements récents. Cette dernière crise aigüe se superpose à une situation d'urgence latente, chronique et structurelle d'un pays en situation d'extrême fragilité.

Ainsi le Fonds Bêkou sera, au moins dans un premier temps, orienté vers des activités de financement d'actions LRRD dans les domaines de la santé, de la sécurité alimentaire, du genre, des travaux à haute intensité de main d'œuvre et de l'accueil des réfugiés au niveau régional.

2.2.2 Contexte sectoriel: Politiques et enjeux

Le fonds fiduciaire Bêkou va utiliser cette facilité pour la fourniture d'expertise à court terme pour contribuer à l'identification, l'instruction, le suivi, l'évaluation et l'audit des projets dans le cadre du Fonds Bêkou. Ces projets de consultation permettent d'engager un certain nombre d'études, qui contribuent à mettre en place des interventions du Fonds Bêkou dans différents secteurs du développement, essentiellement LRRD et la préparation des propositions spécifiques.

Dans le cadre des activités relatives à ces projets et programmes, il est souvent nécessaire d'organiser des conférences avec les parties concernées, des fonctionnaires, et des acteurs non étatiques de la région concernée ou d'organiser des formations pour les acteurs impliqués dans les actions.

La réussite du Fonds Bêkou résidera aussi dans la visibilité qu'il sera donné à ses activités sur le terrain et à la capacité de mobiliser de nouveaux donateurs pour le Fonds. Cette facilité permettra donc de financer des actions de communication et de visibilité.

2.3 Enseignements tirés

Il s'agit de la première Facilité d'Assistance Technique et de Communication du Fonds Bêkou.

2.4 Actions complémentaires

Les actions à identifier devront tenir compte de l'ensemble des projets/programmes déjà identifiés par les acteurs présents en RCA. Les actions de visibilité se feront en complément de celles déjà prévues pour chacune des actions financées par le Fonds Békou.

2.5 Coordination des donateurs

Le nombre de bailleurs est relativement limité en RCA. L'objet du Fonds est de soutenir les efforts du gouvernement et de soutenir les plans de transition sectoriels.

Les interventions du Fonds feront également l'objet d'une présentation au dispositif de coordination nationale des aides multilatérales initié par le gouvernement.

3. Description détaillée

3.1 Objectifs

Objectif global

Les objectifs généraux du programme proposé sont:

- a) Une exécution réussie et accélérée des actions entre le Fonds Békou et la République centrafricaine.
- b) Une visibilité et communication dynamique autour du Fonds Békou en RCA, dans la région, en Europe et auprès des bailleurs potentiels.

Objectif spécifique

L'objectif spécifique du projet est l'identification, la formulation et l'exécution des actions sous le Fonds Békou, une sensibilisation des acteurs clés sur les questions générales de développement et LRRD de la RCA ainsi que la mise en œuvre d'une stratégie ambitieuse de communication.

3.2 Résultats escomptés et principales activités

Le programme proposé produira les résultats suivants:

Les programmes et actions à soutenir par le Fonds Békou sont identifiés et formulés.

Les rencontres entre les différents acteurs clés de la mise en œuvre du Fonds Békou seront facilitées.

La connaissance des questions de développement / LRRD de la part des décideurs-clés sera renforcée à travers l'organisation des et/ou la participation aux conférences et séminaires liés aux priorités de la RCA

La stratégie de communication autour des actions et potentiels du Fonds Békou est définie et mise en œuvre.

Les principales actions qui vont être programmées dans le cadre de cette Facilité sont :

- Facilité pour l'engagement d'experts à court, moyen et long termes pour contribuer aux étapes principales du cycle de projet en accord avec les objectifs et les procédures du Fonds Békou. Cela permettra la réalisation d'études et de missions d'appuis et en particulier les études d'identification et de faisabilité nécessaires afin de définir, de la façon la plus pertinente et la plus efficace possible, le contenu de certaines actions prévues dans le cadre du Fonds Békou.

– Communication et sensibilisation - Ce volet financera :

- a) Différentes actions de communication telles que des séminaires ou des activités de sensibilisation avant ou pendant la formulation d'un projet.

- b) Activités à court terme plus générales de sensibilisation.

- c) Participation et organisation des réunions ou séminaires sur les actions à mener;

- d) Organisation de conférences et séminaires liés au cadre du Fonds Békou, y compris une conférence des donateurs.

- e) mise en place d'outils de communication (site web, brochures, programme audio-visuel, etc)

2.2. Risques et hypothèses

De manière plus générale, les hypothèses sur lesquelles repose ce projet sont :

- la sécurisation des biens et des personnes en RCA;

- la volonté politique, au niveau du Gouvernement, de faciliter la mise en œuvre, rapidement et dans de bonnes conditions des actions du Fonds Békou

- Les capacités d'absorption et la disponibilité de personnel qualifié restent les principaux défis pour la mise en œuvre des actions.

2.3. Questions transversales

La dimension genre fait partie des axes importants du Fonds Békou. Les actions de cette facilité devront mettre en avant cette dimension de façon systématique.

2.4. Parties prenantes

Les bénéficiaires ultimes sont les Centrafricains, en particulier ceux qui bénéficient directement des activités liées aux actions. D'autres bénéficiaires comprennent les communautés locales, les fournisseurs de services, ainsi que les autorités gouvernementales.

3. QUESTIONS DE MISE EN ŒUVRE

3.1. Convention de financement, le cas échéant

Pour mettre en œuvre cette action, il n'est pas envisagé de signer une convention de financement avec le pays partenaire. Le gouvernement de la République Centrafricaine participe au Conseil d'Administration et au Comité de Gestion du Fonds et sera associé à ce titre à l'élaboration de son plan de travail dans le but de soutenir le plan gouvernemental de transition et le développement.

3.2. Période indicative de mise en œuvre opérationnelle

Sur base du mandat du Fonds visant à soutenir par des actions rapides le plan de transition, les projets pourront avoir une durée de 24 mois à compter de la signature de l'accord de coopération tripartite.

3.3. Modules et volets de la mise en œuvre

Afin de pouvoir répondre aux besoins immédiats et d'assurer le lien avec les interventions réalisées dans le cadre de l'urgence, les modalités de contractualisation du Fonds seront :

- Les Bureaux d'Etudes Techniques nationaux ou internationaux; des ONGs ou des experts individuels ou agences des Etats membres pourront être consultés (Contrats de service : EUR 350 000) ;
- il pourra être envisagé de travailler en collaboration avec des universités, centres de recherches, etc
- pour les actions de visibilité, des agences de communication / organisation de conférence pourront être mobilisés (Contrats Cadre et/ou Contrats de services : EUR 100 000)

3.4. Budget indicatif

Volet	Montant en EUR
1. Assistance technique (expertise requise y compris : honoraires, per diems, et frais remboursables)	350 000
2. Communication	100 000
3. Evaluation et	20 000

audit	
4. Imprévus	30 000
Total	500 000

3.5. Évaluation et audit

Si nécessaire, des audits ad hoc ou de missions de vérification des dépenses pourrait être engagé par le Fonds pour un ou plusieurs contrats ou conventions.

Les audits et vérifications des dépenses sera effectués conformément à l'analyse de risque dans le cadre du plan d'audit annuel mené par la Commission européenne.

L'évaluation et les missions d'audit seront mises en œuvre au moyen de contrats de service, en utilisant l'un des contrats cadre de la Commission prévu à cette fin ou, éventuellement, en ayant recours à la procédure négociée concurrentielle ou à la procédure d'appel d'offres.

3.6. Communication et visibilité

La communication et la visibilité du Fonds constituent des obligations légales pour toutes les actions extérieures financées par le Fonds.

Pour la présente action, il y a lieu de prévoir des mesures de communication et de visibilité qui seront établies, avant le début de la mise en œuvre, sur la base d'un plan d'action spécifique dans ce domaine et financées sur le budget indiqué.

Ces mesures seront mises en œuvre a) par le Fonds et/ou b) par le pays partenaire, les contractants, les bénéficiaires de subvention et les entités désignées. Des obligations contractuelles adaptées seront respectivement prévues dans les conventions de financement, les procédures de marchés, les contrats de subventions et les conventions de délégation.

Le plan de communication et de visibilité de l'action ainsi que les obligations contractuelles nécessaires seront établis sur la base du manuel de communication et de visibilité applicables aux actions extérieures de l'Union européenne et des contributeurs.